

D 759 AMÉRIQUE CENTRALE: POINT DE VUE DES
ÉVÊQUES NORD-AMÉRICAINS

On connaît la politique aujourd'hui appliquée par le gouvernement des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique centrale: soutenir à tout prix les régimes d'El Salvador et du Guatemala, mettre à profit la situation stratégique du Honduras, isoler et affaiblir le Nicaragua sandiniste (cf. DIAL D 745 et 757).

Dans ce contexte, la prise de position critique des évêques catholiques des Etats-Unis apparaît particulièrement courageuse. Publiée au terme de leur assemblée tenue à Washington du 16 au 19 novembre 1981, la "Déclaration sur l'Amérique centrale" des évêques nord-américains est un appel à un règlement politique négocié et un refus de la politique d'aide militaire du président Reagan à cette région du monde.

Ci-dessous, texte intégral de cette déclaration.

Note DIAL

DÉCLARATION DES ÉVÊQUES NORD-AMÉRICAINS
SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

L'Amérique centrale est devenue source de préoccupation et objet d'attention aux Etats-Unis. Dans chacun des pays d'Amérique centrale, l'Eglise catholique joue un rôle très significatif. En paroles et en actes, à travers les gestes des évêques, des prêtres, des religieuses et des laïcs, l'Eglise influe jour après jour sur le cours des événements, précisément en raison de son étroite identification avec les peuples de ces pays dans leur démarche de croyants et dans leur recherche de la justice.

Lors de la conférence de Puebla, en 1979, les évêques latino-américains ont fait une description de l'aspiration sous-jacente aux flux et reflux des événements, parfois complexes, de leur continent: "De chacun des pays du continent monte jusqu'au ciel un cri toujours plus ardent et plus impressionnant. C'est le cri d'un peuple qui souffre et qui réclame la justice, la liberté, le respect des droits fondamentaux de l'homme et des peuples" (Puebla n° 87).

En écho à ce cri, l'Eglise d'Amérique centrale s'est inspirée du concile Vatican II, de l'encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI, des assemblées des évêques latino-américains à Medellin et à Puebla, ainsi que des discours du pape Jean-Paul II à Puebla et au Brésil. Ces documents sont à la base du témoignage pastoral dans lequel l'Eglise affirme la nécessité de sa propre conversion et par lequel elle s'efforce de répondre à l'appel des pauvres, en s'efforçant de s'identifier au peuple dans son combat pour une vraie justice. Ces décisions ont donné naissance à un type de ministère nouveau et

résolu. Nombre de personnes en ont payé parfois un prix élevé: des prêtres et des missionnaires ont été tués en El Salvador, dont Mgr Romero et quatre femmes missionnaires nord-américaines; de nombreux autres ont été assassinés au Guatemala, dont le P. Stanley Rother, tué le 28 juillet 1981. Nous leur rendons hommage ainsi qu'aux autres missionnaires qui ont offert leur vie.

L'assassinat de missionnaires en provenance des Etats-Unis nous rappelle avec force le lien qui nous rattache au drame de l'Amérique centrale, même si ce lien n'est pas le seul. Ceux qui quittent les Etats-Unis pour aller servir en Amérique centrale, ainsi que les responsables locaux de l'Eglise de ces pays, décrivent souvent l'influence multiforme qu'exercent quotidiennement les Etats-Unis sur les destinées des peuples de ces nations voisines.

Les liens entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale sont complexes et diversifiés : ils sont d'ordre politique, culturel, économique et religieux. Ils sont modelés par plus de deux siècles d'histoire et ils se différencient selon les pays. Dans cette déclaration, nous ne prétendons aucunement examiner ces rapports de façon détaillée. Mais en tant qu'évêques des Etats-Unis, nous nous voulons en rapport particulier avec nos frères les évêques d'Amérique centrale et avec l'Eglise de cette région. Leur témoignage nous provoque à porter nous-mêmes témoignage à propos des décisions qui sont prises aux Etats-Unis et dont les conséquences touchent directement nos frères et soeurs dans la foi.

De nombreuses voix, aussi bien gouvernementales que non gouvernementales, s'élèvent pour essayer de nous donner une vision de l'Amérique centrale d'aujourd'hui. Il arrive que l'observateur n'ayant qu'une connaissance superficielle de la région soit impressionné par la complexité des événements internes de chacun des pays. D'autres expliquent que le fait dominant qui doit retenir notre attention par rapport à l'Amérique centrale, c'est le rôle de celle-ci dans le conflit global entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Pour notre part, dans la préparation de cette déclaration, nous avons passé de nouveau en revue les principaux arguments du débat public ouvert aux Etats-Unis sur l'Amérique centrale. Nous les avons comparés et évalués en fonction des informations que nous recevons de l'Eglise en Amérique centrale. Les responsables de cette Eglise parlent d'abord et surtout de la réalité interne de leurs pays, du combat quotidien pour la survie de la majorité des populations, de la nécessité de structures sociales justes, et du droit à l'autodétermination par rapport à d'autres pays.

Il est tout à fait exclus que les responsables ecclésiastiques en Amérique centrale puissent pécher par ingénuité ou qu'ils se méprennent sur la menace que pourraient faire peser les forces sous influence soviétique dans leurs sociétés respectives. L'Eglise catholique, en Amérique latine comme ailleurs, ne fait preuve d'aucune complaisance envers le communisme. Mais la conviction de l'Eglise latino-américaine, exprimée à diverses reprises au cours de la dernière décennie, est que la subversion extérieure n'est pas la menace première ou la cause principale des conflits dans ces pays. L'axe dominant, ce sont les conditions de pauvreté et la négation des droits fondamentaux de l'homme qui caractérisent la plupart des sociétés. C'est dans la mesure où cette situation n'est pas modifiée qu'elle devient une incitation à l'intervention.

La situation doit être évaluée pays par pays. Mais notre propos d'ensemble est ici de rappeler que le point de vue des Etats-Unis sur l'Amérique centrale doit être fondé sur la compréhension des réalités intérieures et sur la façon dont celles-ci sont affectées par notre politique et notre pratique. Nous sommes évidemment d'accord avec nos frères les évêques d'Amérique centrale pour nous opposer de même à toute assistance militaire que Cuba ou l'Union soviétique peut, directement ou indirectement, apporter aux forces en lutte dans la région.

Aborder les problèmes d'Amérique centrale en termes de sécurité globale, de riposte militaire, de transfert d'armes et de préservation d'un statu quo à l'opposé de la réelle participation de larges secteurs populaires à la vie des sociétés centro-américaines, c'est à notre avis se tromper lourdement. Aussi proposons-nous une approche différente en faisant les réflexions suivantes.

El Salvador

Dans un témoignage devant le Congrès et dans des déclarations antérieures de la Conférence catholique des Etats-Unis, nous avons régulièrement fait référence au problème d'El Salvador depuis février 1980, époque à laquelle le regretté Mgr Romero avait appelé à un changement de la politique des Etats-Unis. Notre position a été et continue d'être axée sur trois perspectives:

1- A la suite de Mgr Romero et, aujourd'hui, de Mgr Rivera y Damas, nous sommes persuadés que l'assistance militaire extérieure, quelle que soit son origine et quel que soit son destinataire, n'est pas une contribution utile; au contraire, elle ne peut que renforcer le cycle de la violence en El Salvador. C'est pourquoi nous sommes opposés et continuons de nous opposer à l'aide militaire d'où qu'elle vienne, en même temps que nous appuyons l'assistance économique contrôlée des Etats-Unis. Nous apportons notre soutien aux mesures politiques destinées à empêcher l'arrivée en El Salvador d'armes en provenance d'autres pays, mais nous condamnons en même temps l'aide militaire des Etats-Unis à El Salvador.

2- Nous faisons nôtre et soutenons l'appel de Mgr Rivera y Damas pour une solution politique de base en El Salvador. Pour l'heure, nous tenons à attirer l'attention sur le rôle décisif et positif que les Etats-Unis peuvent et doivent jouer dans la recherche d'une solution politique plutôt que militaire pour le tragique conflit d'El Salvador. Pour jouer ce rôle de façon significative, les Etats-Unis s'efforceront de persuader les protagonistes de mettre fin au conflit armé et d'engager un dialogue constructif; les Etats-Unis aideront également à panser les blessures par une aide économique, éducative et alimentaire. Pour que les élections soient valides, il faut qu'elles soient l'aboutissement d'un processus politique: elles ne pourront être menées à bien que s'il est tenu compte des conditions préalables appropriées.

3- Nous réaffirmons la position du conseil permanent de la Conférence catholique des Etats-Unis sur les exilés salvadoriens aux Etats-Unis aujourd'hui. Nombre d'entre eux ont été ou sont expulsés; d'autres se trouvent sous menace d'expulsion. Nous estimons que, tant qu'El Salvador sera le théâtre de la violence et du conflit actuel, les citoyens de ce pays ne peuvent, quelles que soient leurs idées politiques, être contraints de retourner dans leur patrie. En conséquence, nous demandons que soit, de toute urgence, signé un moratoire sur les expulsions à destination d'El Salvador, du moins jusqu'à ce que le gouvernement au pouvoir soit en état de garantir

la sécurité de ses citoyens. Nous avons également présent à l'esprit la souffrance de nombreux réfugiés et exilés salvadoriens dans d'autres pays. Apportons-leur une assistance matérielle et demandons aux autres nations de répondre à leurs besoins.

Nicaragua

La guerre qui ravage actuellement El Salvador n'est plus qu'un souvenir pour les Nicaraguayens. Cependant, ceux-ci sont aujourd'hui aux prises avec de graves problèmes politiques et sociaux concernant l'évolution de la société.

Les deux grandes préoccupations au coeur de la vie nicaraguayenne sont l'orientation intérieure et les relations extérieures. A l'intérieur, le Nicaragua connaît de grandes difficultés dans la reconstruction politique et économique suite aux ravages de la guerre. Démunis des ressources essentielles, le gouvernement et le peuple ont fait des efforts significatifs pour satisfaire les besoins primaires de la population. Tout en reconnaissant ces faits, nous partageons les préoccupations récemment exprimées par nos frères les évêques du Nicaragua sur les restrictions croissantes apportées au respect des droits de l'homme. Il est très important que le caractère religieux de la société soit strictement préservé, que les droits à la liberté d'association et d'expression soient garantis, en même temps que tout est fait pour répondre aux besoins sociaux et économiques du peuple.

La question plus immédiate qui se pose à nous, comme évêques des Etats-Unis, c'est la politique de notre gouvernement envers le Nicaragua. Nous estimons qu'une politique visant à isoler le Nicaragua et à lui refuser les ressources dont il a un besoin urgent pour sa reconstruction, n'est ni justifiée par nos liens historiques avec ce pays ni utile au peuple nicaraguayen. En conséquence, nous continuons, comme nous l'avons fait dans le passé, de prôner une assistance économique au Nicaragua sur une base bilatérale et unilatérale. Cette assistance, tant au Nicaragua qu'aux autres pays, doit être assujettie au critère des droits de l'homme. A notre point de vue, des rapports de maturité, coopération et diplomatie entre les Etats-Unis et le Nicaragua pourraient constituer une assise pour le respect des droits de l'homme et la stabilité en Amérique centrale.

Guatemala

Nous condamnons la violence grandissante au Guatemala, telle qu'elle a été décrite dans la déclaration des évêques guatémaltèques le 13 juin 1980: "La violence a, chez nous, atteint des niveaux incroyables: on assassine, on enlève, on torture et on profane même, avec une cruauté insensée, les cadavres des victimes." (1)

Le nombre des personnes assassinées pour motif politique s'élève de 75 à 100 par mois, selon les calculs du Département d'Etat des Etats-Unis. Dans une déclaration faite deux semaines avant l'assassinat du P. Rother, les évêques de Guatemala disent qu'ils considèrent l'assassinat de prêtres et de religieux comme la mise en oeuvre d'un plan de violence destiné à faire taire la voix de l'Eglise. Les évêques ont à nouveau parlé de la violence dans leur pays le 6 août 1981: "L'Eglise catholique (...) est aujourd'hui, comme peut-être jamais dans son histoire, victime d'attaques injustes et d'agressions violentes (...). En plus de l'assassinat ou de la dis-

(1) Texte intégral dans DIAL D 647 (NdT).

"parition de douze prêtres et de la mort violente de nombreux catéchistes
"et membres de nos communautés chrétiennes, tout le monde est au courant
"du déclenchement, ces derniers jours, d'une campagne de dénigrement public
"de l'Eglise" (Communiqué de la Conférence épiscopale guatémaltèque) (2).

De nombreux rapports gouvernementaux et non-gouvernementaux ont fait état de la détérioration des droits de l'homme au Guatemala. Dans sa lettre de 1980 aux évêques de Guatemala, le pape Jean-Paul II a donné la description suivante de la réalité: "Je connais bien les angoisses dont vous m'avez
"fait part à plusieurs reprises et même publiquement au
"cours des derniers mois, à propos des nombreux - trop nombreux - actes de
"violence, ainsi que votre souci de mettre fin à ce que vous appelez à jus-
"te titre le chemin de l'autodestruction, lequel viole tous les droits de
"l'homme, dont le premier qui est le droit sacré à la vie, et n'aide nulle-
"ment à régler les problèmes sociaux du pays".

Nous ne prétendons pas que le gouvernement du Guatemala soit responsable de tout ce qui arrive, mais nous pensons que le récent rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme est particulièrement significatif: "Le gouvernement n'a pas pris les mesures efficaces pour mettre fin aux
"abus ou pour mener à bien les enquêtes appropriées" (Département d'Etat: Rapport sur la pratique des droits de l'homme, 1981, p. 441).

A ce moment de l'histoire du Guatemala, la diplomatie des Etats-Unis doit s'appliquer à l'accroissement du respect des droits de l'homme ainsi qu'au développement de l'assistance en réponse aux besoins primaires de l'homme, particulièrement l'alimentation, et aux investissements financiers pour la production d'aliments. Une telle politique appelle une vision politique renouvelée, étrangère à la fourniture d'armements militaires dans une situation déjà marquée par la violence. Nous estimons qu'il ne faut accorder aucune assistance militaire, d'où qu'elle vienne et qu'elle qu'en soit la forme.

C'est comme évêques et comme citoyens que nous proposons ces réflexions. Comme évêques, nous sommes invités à faire connaître le message évangélique dans toutes ses dimensions y compris, comme le rappelait Paul VI en 1975, sur le plan de la justice, de la libération, du développement et de la paix mondiale ("L'évangélisation dans le monde moderne", n° 31).

Comme citoyens de la nation la plus puissante de l'hémisphère occidental, nous prenons au sérieux la recommandation faite par le pape Jean-Paul II au Yankee Stadium:

"Recherchez les causes structurelles qui nourrissent ou provoquent les différentes formes de pauvreté dans le monde et dans votre propre pays, pour
"que vous puissiez appliquer les remèdes appropriés".

Ce sont ces deux directives qui nous ont incités à faire cette déclaration sur l'Amérique centrale. Nous la présentons dans l'espoir que notre prière continuelle pour l'Eglise et pour la population de cette région du monde se double d'un appui public en faveur de leurs droits et de leurs besoins. Nous resserrons les liens spéciaux qui nous unissent à l'Eglise d'Amérique centrale et nous réaffirmons notre soutien fraternel à nos frères les évêques au service de cette Eglise.

(2) Texte intégral dans DIAL D 730 (NdT).

Nous ne faisons, dans la prière et dans l'action, qu'obéir au commandement du Seigneur qui nous parle par la bouche du prophète Isaïe:

"Savez-vous quel est le jeûne qui me plaît? Rompre les chaînes injustes, délier les liens du joug, renvoyer libres les opprimés, briser tous les jougs, partager ton pain avec l'affamé, héberger les pauvres sans abri, vêtir celui que tu vois nu et ne pas te dérober devant celui qui est ta propre chair" (Isaïe 58, 6-9).

19 novembre 1981

(Traduction DIAL de l'espagnol - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441